Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **10 (1952)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

L'équilibre économique à travers la pensée moderne [1]

M. Charles Magaud s'est efforcé de dégager la notion d'équilibre économique, telle qu'elle apparaît chez les divers auteurs. Problème bien ardu en réalité, il s'agissait avant tout de dissiper certaines confusions.

L'équilibre économique se définit comme « le fonctionnement normal de l'économie consistant en une activité épurée de tous ses éléments accidentels », et aussi comme « un état idéal vers lequel tend à tout moment l'ensemble d'un système économique en mouvement ». L'auteur montre ensuite comment le concept d'équilibre ne doit pas être assimilé à ceux de cohérence (relations entre les phénomènes économiques à partir de l'idée de valeur), d'identité (égalité comptable), d'interdépendance des marchés, de stabilité et d'évolution.

Ces deux dernières notions sont d'une importance particulière, et c'est en fonction d'elles que se pose en grande partie le problème de l'équilibre.

En effet, le système économique est-il dans une position d'équilibre stable à n'importe quel moment ? Dans ce cas-là, l'équilibre général est une somme d'équilibres partiels ; marginalistes et néo-classiques étudient le mécanisme des prix dans le cadre des équilibres partiels, en partant des notions d'utilité et de productivité marginales.

Mais il s'agit là de constructions abstraites — et ces économistes en ont bien conscience — car on peut être en présence de situations en déséquilibre à un moment T1, l'équilibre général ne se réalisant qu'à un moment T2. D'autre part, on se base sur l'hypothèse de concurrence parfaite, alors que de multiples facteurs d'ordre psychologique y font obstacle.

On arrive ainsi à la notion d'un équilibre se réalisant dans le temps, d'un équilibre dynamique. Dans la mesure où la monnaie — instrument d'échange généralisé, reliant tous les secteurs de la vie économique dans le temps — est un pont entre le présent et l'avenir, selon les propres mots de Keynes, elle joue un rôle essentiel, moteur, dans la formation de l'équilibre dynamique. Elle n'est donc plus un phénomène superfétatoire, comme dans les théories d'équilibre statique où son rôle se bornait à cette égalité : offre de monnaie = demande de biens et vice versa.

C'est à partir de la monnaie que les économistes expliquent maintenant les déséquilibres économiques : Wicksell a recours à la disparité du taux naturel — efficacité marginale du capital — et du taux d'intérêt — offre et demande de monnaie —. Mais ce taux naturel conçu en termes réels échappe encore à l'action spécifique et motrice de la monnaie ; à la dynamique se juxtapose encore une statique abstraite. Myrdal exprime le premier ce taux en termes

---

[1] CHARLES MAGAUD : *L'Equilibre économique à travers lo pensée moderne.* Collection Observation économique. Société d'Edition et d'Enseignement Supérieur. Paris 1950. 194 pages.

monétaires ; partant de ces données, Marjolin se livre à une étude plus approfondie sur l'origine des mouvements des prix ; il attribue un rôle prédominant à la production de l'or et au progrès technique.

Mais l'équilibre dans le temps, c'est l'équilibre dans une certaine période. On essaie alors de déterminer les anticipations des entrepreneurs sur une certaine période en se basant sur les résultats de la période précédente. Akermann veut étudier les mouvements de longue durée, les mouvements séculaires : mais comment définir une période impliquant de tels mouvements ? Plusieurs facteurs extra-économiques interviennent ; on arrive à la notion d'évolution. L'équilibre économique obéit à certaines lois constantes, mais l'évolution implique changement perpétuel et fait intervenir des données extra-économiques : la théorie économique de Marx est une théorie d'évolution basée sur une conception philosophique.

Dans la dernière partie de son ouvrage, M. Charles Magaud distingue l'équilibre des prix de l'équilibre d'emploi. Les théories citées jusqu'à présent supposaient le plein-emploi des forces productives à l'état d'équilibre : la demande se fixe automatiquement en fonction de l'offre, sauf erreur d'anticipation de la part de l'entrepreneur. Mais la crise de 1929 provoqua un chômage massif et le problème de l'emploi se posa dans toute son ampleur.

Keynes affirme alors dans sa « General Theory » l'existence d'équilibre, de sous-emploi, la consommation ne s'accroissant pas dans les mêmes proportions que le revenu. L'offre ne fixe plus la demande, mais la demande influe sur les anticipations des entrepreneurs. L'écart « efficacité marginale du capital — taux d'intérêt » ne détermine plus directement le mouvement des prix ; il détermine le volume des investissements et par là l'emploi et la grandeur du revenu. Courtin et Rueff voient la solution du problème du chômage dans une baisse des salaires, ce qui permettrait d'accroître le volume de l'emploi. Mais Keynes compte avec la rigidité des salaires, il préfère à cette solution des investissements additionnels ; la consommation ne s'accroissant pas dans les mêmes proportions que le revenu, l'égalité de l'épargne — différence entre revenu et consommation — et des investissements se réalisera à posteriori dans le temps.

Cet ouvrage représente un remarquable effort de synthèse sur des notions fort complexes ; en outre il pose souvent le problème de la méthode, ce qui fait songer par moment à la longue et célèbre controverse entre rationalistes et empiristes.

José-Maurice GORMEZANO.

Etudes sur la théorie de la monnaie et du capital [1]

Au seuil de l'ère atomique, notre siècle témoigne d'une conception nouvelle — dynamique — de la théorie économique, émise par les économistes suédois, s'écartant peu à peu des schémas d'équilibre traditionnels. Sous l'impulsion d'un désir de réaliser un contact plus direct avec les phénomènes économiques,

[1] ERIK LINDAHL : *Etudes sur la théorie de la monnaie et du capital* (conception dynamique de la théorie économique). Librairie de Médicis, Paris 1949. 143 pages.

le professeur Lindahl a mis en œuvre une théorie économique pouvant s'appliquer dès le début à toute réalité.

Dans la première partie de son étude, l'auteur détermine le but de la théorie économique qui est « d'offrir les constructions théoriques montrant comment des conditions initiales données provoquent certains développements » — ces constructions se limitant à la fonction d'instruments utiles à l'analyse des problèmes historiques et pratiques. En outre, pour atteindre leur objet, elles devront avoir un caractère dynamique. Mais ne perdons pas de vue la nécessité d'élaborer des constructions suffisamment générales pour s'appliquer approximativement à tous les cas réels. Une théorie dynamique prévaudra parce qu'elle englobe tous les problèmes réels, aussi bien le cas simplifié, étudié par la théorie statique, d'une communauté stationnaire dont le processus économique se caractérise par la répétition, que les cas complexes et différenciés constitués par toutes les communautés en évolution. Envisagée de cette manière, la théorie statique représente une application particulière de la théorie dynamique générale aux conditions stationnaires.

Ensuite l'auteur nous informe des moyens indispensables à la construction d'une telle théorie : elle sera basée sur certaines hypothèses, se rapportant au comportement humain, qui doivent correspondre à ce que nous savons de la réalité.

Pour M. Lindahl, l'hypothèse de base est que les individus agissent, durant une période déterminée de l'avenir, conformément à certains plans donnés au commencement de la période. Ces plans sont établis pour atteindre certains buts (le revenu net maximum, par exemple) et fondés sur des prévisions concernant l'avenir, qui à leur tour sont influencées par l'interprétation individuelle des événements passés. Si nous connaissons donc *a)* les plans des sujets économiques à l'instant initial, *b)* la façon dont ils les modifieront dans l'avenir à la suite de diverses circonstances, *c)* les conditions externes, il devient possible alors de résoudre le problème du développement qui sera l'aboutissement de la condition initiale. L'exposition d'une théorie générale dynamique comprend principalement deux parties :

1. La théorie du « planning économique » traitant du contenu des plans individuels des entrepreneurs et des causes d'altération au cours du temps.
2. La « théorie du développement économique » consistant à expliquer comment le processus dynamique dérive de la comparaison de la planification des individus avec leurs résultats et les conditions extérieures.

Suit une explication générale établissant une discrimination entre les différents « plannings individuels » et leur coordination à la théorie du développement économique.

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée à l'étude des relations fondamentales entre les principales variables de l'économie. Le procédé de notation apparaît quelque peu rebutant au lecteur qui doit s'initier à une foule de définitions algébriques pour interpréter les équations microéconomiques (se rapportant à un individu ou à une entreprise) valables à la fois pour les valeurs économiques futures et passées : l'équation recettes — dépenses, l'équation du gain de revenu des différents facteurs productifs et du capital financier, l'équation de l'emploi du revenu. La synthèse de ces trois équations principales nous

permet d'obtenir l'équation épargne — investissement (épargne = investissement réel + investissement financier + accroissement de numéraire).

Puis l'auteur se livre à une confrontation des mêmes grandeurs envisagées aux points extrêmes d'une période, l'estimation prospective du début représentant ce que le sujet économique envisage de faire dans l'avenir immédiat, et l'estimation rétrospective de la fin influençant son plan pour la période qui succède.

Ensuite l'auteur entreprend une analyse des valeurs subjectives de capital et montre comment, par l'intermédiaire des gains et pertes de revenu et de capital, se réalisent les changements dans la valeur (subjective) de la fortune d'un individu, d'un point à l'autre du temps.

Enfin, il complète son exposé en passant du plan microéconomique au plan macro-économique.

Selon lui, en établissant les moyennes ou la somme des grandeurs microéconomiques se rapportant à un groupe d'entreprises et d'individus, nous obtenons des valeurs concernant le groupe entier. Il en résulte une « formule générale de calcul de revenu national ». Partant de cette dernière, il est possible de calculer le revenu national d'un pays par quatre méthodes, les plus importantes, dont le choix dépend généralement du matériel statistique dont on dispose.

Le professeur Lindahl termine par l'affirmation suivante, empreinte de beaucoup de modestie : « Les problèmes économiques importants et intéressants commencent juste au point où s'arrête cette étude. »

Nous concluons en relevant l'apport original que constituent les idées nouvelles exprimées dans cette étude de valeur et l'intérêt nouveau que cette dernière suscite aux personnes imbues de science économique.

GASTON MAENDLY.

La monnaie [1]

En faisant le « bilan » de la connaissance pour tout ce qui touche à la monnaie, M. Mossé apporte d'une part sa contribution à l'analyse économique contemporaine et, d'autre part, fixe le point d'évolution de la connaissance après un demi-siècle de recherches et d'expériences.

Dans le chapitre premier, l'auteur procède à un « Inventaire chronologique », mettant en parallèle l'évolution de la connaissance et les événements monétaires.

L'histoire monétaire du demi-siècle est dominée, après la critique de la théorie de la monnaie-marchandise et des automatismes harmonieux de l'étalon-or, par l'abandon du métallisme et l'apparition d'un régime monétaire manipulé par l'Etat pour diriger l'économie dans un sens déterminé ou pour pallier l'insuffisance du pouvoir d'achat.

Les miracles que l'on crut réaliser ad libitum par l'émission des billets se révélèrent n'être que des mirages et l'on revint à l'étalon-or, tout en vouant au papier un sentiment mêlé de crainte et de nostalgie.

[1] Robert Mossé : *La Monnaie*. Librairie Marcel Rivière & Cie. Paris 1951. 201 pages.

Tandis que l'Etat prenait en main le contrôle de tous les mécanismes importants de la vie monétaire, les économistes concentraient leur attention sur le rôle de la monnaie par rapport aux « systèmes ». L'auteur se demande « s'il n'est pas possible de « manœuvrer » la monnaie de manière à corriger certains inconvénients graves du régime actuel et à y introduire plus de bien-être et de justice sociale », ceci par l'intermédiaire et sous le contrôle d'institutions sociales agissant avec sagesse. M. Mossé aboutit à des conceptions dirigistes que tempère le professeur Federici dans ses « Observations complémentaires ».

Le chapitre deuxième étudie la nature de la monnaie en faisant état, naturellement, de la vieille controverse entre les théoriciens de la monnaie-marchandise et de la monnaie-signe, controverse qui aurait consacré la défaite des partisans de la conception métalliste, matérialiste, au profit du nominalisme qui fournit une théorie fonctionnelle, abstraite et sociale de la monnaie.

Les économistes d'aujourd'hui, dans l'étude de la valeur de la monnaie, se contentent d'en mesurer les variations à l'aide de l'indice des prix, plutôt que de rechercher sa valeur en soi ; mais ils se penchent plus volontiers sur la fonction de la monnaie et lui reconnaissent, outre les fonctions d'intermédiaire entre deux échanges successifs, d'unité de mesure et de réserve de valeur, une nouvelle fonction : celle d'instrument stratégique de direction de la vie économique. Ceci conduit à une théorie fonctionnellement étatiste de la monnaie « car l'Etat n'est plus simplement le créateur de la monnaie, il est l'un des partenaires principaux dans la circulation ou, souvent, l'ordonnateur des transactions ».

La monnaie a évolué dans sa forme d'une façon si poussée que, de nos jours, elle s'est dématérialisée jusqu'à devenir une abstraction juridique ou comptable.

Dans le troisième chapitre, M. Mossé analyse l'influence que la monnaie exerce par sa valeur, par sa quantité, par son mouvement, sur les prix, le rythme d'activité, le nombre des travailleurs occupés, la répartition des revenus, la vie sociale et même politique.

Le dernier chapitre considère cette attitude « active » qu'est la création de monnaie ; elle s'est introduite lentement et est à l'image du changement de conception du rôle de l'Etat. M. Mossé en étudie les objectifs, les méthodes et les organes avant de conclure en laissant pressentir l'étendue des domaines encore insuffisamment explorés, dans cette matière où « le progrès de la connaissance se résume peut-être en une meilleure compréhension de notre ignorance ».

R. Rebord.

Etude sur le marché financier [1]

L'importance que revêt dans la vie économique le marché financier, son instabilité présente, et les préoccupations engendrées de ce fait, donnent aux ouvrages relatifs au commerce de l'argent une importance de premier plan.

[1] P. Vigreux : *Etudes sur le marché financier*, Soubiron Editeur. Toulouse 1951. 312 pp.

C'est pourquoi les articles dus à la plume de M. P. Vigreux, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Toulouse, réunis en un volume, « Etudes sur le marché financier », présentent un intérêt certain et une valeur d'actualité.

L'analyse y est faite des conditions d'équilibre du marché financier ; celles-ci « dépendent de la façon suivant laquelle s'y opposent les offres et les demandes de capitaux, c'est-à-dire en particulier des conditions dans lesquelles l'épargne y afflue, et finalement du montant global de l'épargne réalisée et de la proportion de celle-ci qui est investie en valeurs immobilières ».

L'auteur expose donc l'étude des variations des conditions de formation et d'investissement de l'épargne, qui seules permettent de rendre compte de l'évolution du marché financier, durant ces dernières années. Il ressort d'ailleurs une certaine similitude entre la situation actuelle et celle de 1933-1939, différentes toutes deux de la période s'étendant des hostilités à l'immédiat après-guerre.

Mais ce n'est pas là le seul aspect de l'ouvrage que nous avons sous les yeux, car il tend aussi à un but pragmatique. En effet, le lecteur y trouve des principes généraux tels que ceux de l'achat ou de la sécurité des titres.

Il faut remarquer en outre que bien que le problème envisagé soit purement français, il garde tout son intérêt général.

Un exposé mettant en relief le paradoxe résultant de la pauvreté collective en France et de la richesse individuelle due à la thésaurisation d'or en particulier, sert de préambule.

Puis « Les Principes de l'investissement », première partie de l'ouvrage, sont un guide pour l'opérateur en bourse et l'épargnant capitaliste ; guide qui, faute d'autres bases plus rationnelles peut utilement conseiller, dans ce domaine où les résultats sont facilement médiocres, sinon négatifs. Savoir acheter ou vendre au moment propice, mise en garde contre les illusions, initiation à la productivité et à la sécurité des titres, tels sont quelques traits essentiels de cette partie théorique à proprement parler.

Si par ailleurs le lecteur est attiré par les problèmes techniques, historiques, voire psychologiques, il trouve dans la partie relative à l' « Evolution du marché financier» une ample information.

Sans s'attarder à des questions françaises de droit commercial relatives aux initiatives en matière de cotation d'actions nouvelles ou au marché marocain, il est intéressant de prendre connaissance du chapitre intitulé : « Les niveaux des cours sur le marché français ». Dans celui-ci, une judicieuse analyse met en évidence les deux valeurs financière et commerciale de l'argent : poursuivant dans ce domaine l'étude de Turgot, puis de Rist, M. Vigreux oppose les deux valeurs de la monnaie puis met en évidence leur interdépendance.

Ailleurs, le métal jaune, refuge anonyme et instinctif des valeurs, en période de crise, est l'objet d'une comparaison avec les titres mobiliers. La thésaurisation de l'or est-elle un bon placement ? Des cours « relatifs » et « absolus » du napoléon font apparaître les raisons pour lesquelles, même en période troublée, la réponse n'est pas nécessairement affirmative : rien n'est plus capricieux que le cours de l'or ! Aussi les résultats de sa thésaurisation sont-ils diversement jugés.

Finalement une étude psychologique poussée explique pourquoi l'actionnaire français, tel Laocoon devant la célèbre « offrande » des Grecs montre de la défiance à l'égard d'opérations qui lui sont favorables (tels le regroupement des titres) et les accueille sans enthousiasme...

Par la précision de leurs explications et la sobriété de leurs conseils, ces études sont bienvenues pour l'épargnant comme pour l'économiste.

P. H. REYMOND.

Zur Frage der wirtschaftlichen Staatsintervention [1]

L'auteur bien connu de l'ouvrage, professeur de Politique économique à l'Université de Berne, se propose d'étudier une suite d'aspects économiques et sociologiques de l'interventionnisme. Il oppose ce système économique au libéralisme et au collectivisme comme une solution de compromis, du milieu et de la modération pour surmonter les déséquilibres économiques. Partant des définitions de Wilhelm Röpke et d'Emil Küng, il entend par « Staatsinterventionen» «jene Massnahmen des Staates sowie von ihm beauftragter Verwaltungsstellen und Organisationen, welche in das freie Spiel der Marktkräfte, diese teilweise korrigierend, eingreifen und dadurch Produktion oder Verteilung oder beides zusammen verändern, die aber nicht von jenem Ausmass und jener Grundsätzlichkeit sind, wie es notwendig wäre, um an Stelle der privaten Unternehmerdisposition staatliche oder staatsbedingte, umfassende Planwirtschaft und an Stelle des Privateigentums grundsätzlich Kollektiveigentum zu setzen. Die bewusste, wiederholte Anwendung dieses wirtschaftspolitischen Mittels nennen wir Interventionismus. »

Les interventions étatiques dans l'économie, dues aux guerres et aux crises, ont rendu beaucoup plus difficile l'analyse économique. Aussi faut-il bien déterminer le moment critique de l'intervention ; celui-ci est atteint dans le cas où les avantages d'une distribution socialement plus favorable du pouvoir d'achat seraient neutralisés, voire transformés en inconvénients

a) par une combinaison inopportune des moyens de production ou

b) par suite de changements de dates qui rendent difficile une coordination nouvelle ou

c) par de nouveaux déséquilibres dans la distribution du pouvoir d'achat.

Cependant, les interventions, mesures souvent indispensables, doivent avoir encore d'autres limites : les droits de l'homme sont à respecter. A cet égard, le Professeur Marbach souligne l'importance de la responsabilité de ceux qui exercent le pouvoir dans l'Etat moderne du « juste milieu ». Il exige l'élargissement de notre vue purement économique et relève que l'Etat ne devrait faire appel, pour ses actes interventionnistes, qu'à des personnes de hautes qualités éthiques, alors qu'on a recours à des techniciens — parfois des subalternes — accumulant un pouvoir dû au fait qu'eux seuls comprennent parfaitement, dans leur domaine, le mécanisme des interventions. Cette remarque

[1] Fritz Marbach : *Zur Frage der wirtschaftlichen Staatsintervention.* A. Francke A. G. Verlag, Berne 1958. 254 pages.

ne touche nullement à l'intégrité de ces fonctionnaires. Pour parer aux dangers que cette évolution peut impliquer, M. Marbach recommande un meilleur fondement éthique et religieux des actes interventionnistes.

Il ne faut jamais perdre de vue que tous les économistes distingués se sont imaginé le déroulement du processus économique d'après un certain principe d'ordre. Cherchant un « socialisme libéral » ou un « libéralisme social », l'auteur met en lumière la nécessité d'un certain automatisme libre dans le système des interventions. Il remarque que l'économie politique pure ne peut servir efficacement de base à la politique économique que si l'initiative privée existe dans une large mesure. A l'heure actuelle, nous nous trouvons en présence de deux formes de l'économie politique : celle qui part de la concurrence parfaite et celle qui ananlyse les interventions étatiques. Cette duplicité trouve son expression dans une crise de conscience des personnalités déterminant ou influençant la politique économique de l'Etat, étant donné les forces automatiques, régulatrices du marché d'une part et les forces des organismes puissants d'autre part. Ces organismes sont favorables à la protection ou même aux privilèges que les interventions leur procurent. Il ne faut pas oublier que les interventions de ce genre ont en principe un motif social, c'est-à-dire elles visent à une autre distribution du produit social. La nécessité de certains correctifs est indiscutable. Mais il s'agit ici surtout d'une question de mesure.

La réflexion et l'expérience montrent qu'une solution entre l'individualisme et le collectivisme s'impose de par la nature des choses. Le Professeur Marbach cite l'exemple des cartels qui, souvent nés d'une nécessité impérieuse, sont des interventions privées dans une concurrence effrénée. Il considère les interventions justifiées de l'Etat comme le moyen de garantir l'hypothèque sociale sur la propriété. L'auteur relève parmi les motifs de l'intervention notamment celui de nature bureaucratique. dû à ce qu'il appelle « Interventionsfreudigkeit » de l'administration. En outre, il mentionne le motif idéologique qui se fonde sur un programme politique. Mais, ces deux motifs exceptés, il y a une certaine évolution forcée vers l'interventionnisme, même dans les Etats à gouvernement libéral, ce qui est prouvé par l'exemple de la politique douanière.

Un chapitre spécial est consacré à l'intervention de l'Etat dans le domaine des monopoles dont la prohibition (postulat des néo-libéraux) paraît inopportune, surtout en Suisse. On devrait plutôt envisager une surveillance pour empêcher les abus, si possible en vertu du droit privé. Les motifs de telles interventions sont avancés par des milieux très différents de la population. De toute façon, les abus d'organismes économiques puissants doivent être combattus. L'Etat intervient de par la force des choses. Mais il faut être conscient des dangers que des correctifs peuvent impliquer (tendance à un dirigisme malsain, etc.). La sage modération doit être à la base de la solution.

Il importe de trouver une solution optimum entre les forces polaires (l'individualisme et le collectivisme) pour déterminer la juste mesure des interventions. La concurrence parfaite d'une part et le début d'une économie planifiée d'autre part constituent les limites de l'échelle des interventions. La plupart de ces mesures étatiques ont lieu afin de modifier la clef de répartition du produit social. Il faut cependant toujours tenir compte qu'elles ont également des répercussions sur la production. D'après les néo-libéraux, le principe

idéologique de la non-intervention de l'Etat assure un produit social maximum. L'auteur, réfutant l'opinion mentionnée, oppose à ce terme celui d'optimum (ce qui suppose des interventions), comme la productivité de l'économie ne dépend pas seulement de conditions économiques, mais aussi de conditions sociales, politiques, philosophiques et psychologiques. Toutefois, il rejette de même l'intervention exclusivement basée sur un programme idéologique. Aussi insiste-t-il sur la nécessité de combiner la liberté avec l'organisation. L'intervention même n'est ni bonne, ni mauvaise, mais simplement un modus operandi pour arriver à un modus vivendi.

L'intervention de l'Etat est-elle en principe un privilège en faveur de groupes distincts de la population ? Le Professeur Marbach répond négativement en citant des exemples concluants et en réfutant la formule de Wilhelm Röpke « intervention = privilège ou absurdité ». Très souvent il ne s'agit que d'une neutralisation d'un préjudice que les soi-disant « favorisés » ont subi auparavant.

L'auteur étudie ensuite les entreprises de productivité-limite, auxquelles l'Etat se réfère pour déterminer l'étendue de son intervention dans la distribution. Il met en lumière les conséquences fâcheuses qu'une telle intervention peut avoir : combinaison insatisfaisante des moyens de production, rentes différentielles des entreprises qui n'auraient pas besoin de l'intervention, lésion des intérêts du dernier consommateur, etc. Pour ne pas dépasser l'optimum du produit social, il faut surtout se garder d'une favorisation exagérée des entreprises de productivité-limite. M. Marbach remarque en des termes prudents et discrets que cela vaut aussi, avec une tolérance un peu plus large, pour l'agriculture.

Un dernier chapitre (supplémentaire) relève l'importance des associations économiques en tant que source d'intervention par excellence, d'autres sources étant les demandes d'aide de l'économie, l'administration publique, les actions parlementaires et l'opinion publique.

Il n'est pas facile d'analyser l'ouvrage remarquable du Professeur Marbach, ouvrage si riche en pensée et formules originales, écrit non sans humour et dans un souci d'objectivité parfaite. La largeur d'esprit de l'auteur nous révèle aussi ses grandes qualités de sociologue, qualités indispensables pour traiter un sujet aussi vaste et complexe que celui des interventions de l'Etat dans l'économie. Bien que le lecteur de langue française ne puisse peut-être pas saisir facilement toutes les subtilités des expressions, il lira avec beaucoup de profit cette précieuse contribution à l'étude de l'interventionnisme.

PETER ABRECHT.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes : française, anglaise et espagnole)

Publiée mensuellement par le Bureau international du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans

les différents pays ; des exposés documentaires ; des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail ; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro : 2.40 fr. suisses. Abonnement annuel : 24 fr. suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du B.I.T. sur demande adressée au Bureau international du Travail, Genève.

Nous avons reçu les ouvrages suivants sur lesquels nous nous réservons de revenir dans un de nos prochains numéros :

Cahiers de la Renaissance Vaudoise :

L'Etat et l'énergie électrique vaudoise. 72 pages. 1951.

Centre d'études germaniques de l'Université de Strasbourg : *Cahier I.*

E. VERMEIL : *Politique et culture en Allemagne.*

A. PIETTRE : *Les déséquilibres permanents de l'économie allemande. L'économie allemande à la croisée des chemins.* Librairie de Médicis, Paris, 72 pages.

Centre suisse d'étude et d'information :

Etudes suisses II :

Mgr. CHARRIÈRE et EMIL BRUNNER : *L'Eglise et la Communauté.*

L. MAIRE, H. SCHINDLER, E. GIROUD : *La communauté dans le travail.*

Groupe de Baden : *Les cadres techniques.*

ARNOLD KAECH : *Le rôle du sport.*

E. HIRT : *L'instruction préparatoire volontaire.* Ed. La Baconnière, Neuchâtel, 136 pages.

Etudes suisses III :

J. PAVILLON, A. BOREL, CH. AUBERT, J. MOERI, A. JEANNET, Abbé GRILLET, D. BURNAND : *L'agriculture et l'industrie dans l'économie nationale. — Peut-on concilier les intérêts en présence ?* 87 pages.

GROS JACQUES : *Le Néo-libéralisme.* Librairie de Médicis, Paris, 1951, 413 pages.

GUITTON HENRI : *L'objet de l'économie politique.* Librairie Marcel Rivière & Cie, Paris, 1951, 197 pages.

HUNZIKER W. : *Le tourisme social.* Imprimerie Fédérative S. A., Berne, 1951, 112 pages.

JAEGER GILBERT et ROYER ROBERT : *Le maintien du pouvoir d'achat des pensions sociales.* Bruxelles, 1951, 108 pages.

KAULLA RUDOLF : *Staat, Stände und der gerechte Preis.* Verlag für Recht und Gesellschaft A.-G., Bâle, 1951, 176 pages.

MONTCHAL MAX : *La propriété par étages et par appartements.* Editions Radar, Genève, 1949, 60 pages.

Publications de l'Association fédérale des industries allemandes : *Kartellverbot oder Kartellaufsicht ?* Forkel-Verlag, Stuttgart, 1951, 115 pages.

Publications des Nations unies:

Bulletin économique pour l'Europe, *vol.* 3, *n*° 2. « Etude générale de la situation économique en Europe pendant le deuxième trimestre de 1951. —Tendances à long terme de l'agriculture européenne. — Les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale au cours des derniers mois. — Statistiques économiques européennes ». Genève, 1951, 105 pages.

Formulation and economic appraisal of Development projects, 2 volumes. Lahore, Pakistan, 1950, 780 pages.

National Income and its Distribution in under-developed Countries. New-York, 1951, 35 pages.

Report of the United Nations mission of Technical Assistance to Bolivia. New-York, 1951, 128 pages.

Travaux et programmes des Nations Unies en matière d'assistance technique. 1951, 45 pages.

Publications de l'O. E. C. E. :

Recensements industriels en Europe occidentale. Paris, 1951, 74 pages.

Surplus exportables en produits chimiques. Château de la Muette, Paris, 1951, 173 pages.

SALIN EDGAR : *Geschichte der Volkswirtschaftslehre.* A. Francke A.-G. Verlag, Berne, 1951, 205 pages.

SOMARY FÉLIX : *Krise und Zukunft der Demokratie.* Europa Verlag. Zurich, 1952, 148 pages.

WOLF ERNEST : *La Législation antitrust des Etats-Unis et ses effets internationaux.* Imprimerie Moderne, Agen, 1950, 38 pages.

YATES F. : *Méthodes de sondage pour recensements et enquêtes.* Editions Masson et Dunod, Paris, 336 pages.